



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

30 JUIL. 2014

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Affaire suivie par Laurence DANJOU-GALIERE

☎ : 04 72 61 37 78

Fax : 04 72 61 37 24

✉ : laurence.danjou-galieres@rhone.gouv.fr

ARRETE

**modifiant le récépissé de déclaration en date du 15 janvier 2008
régissant le fonctionnement des installations
de la société RHONE ENVIRONNEMENT à SAINT GENIS LAVAL.**

*Le Préfet de la Zone de Défense
et de Sécurité Sud-Est,
Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L512-1 et L 513-1

VU le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU le récépissé de déclaration régissant le fonctionnement des activités exercées par l'entreprise RHÔNE ENVIRONNEMENT dans son établissement situé 99, route de Brignais -CD 42 à SAINT GENIS LAVAL

VU le courrier adressé à l'exploitant le 6 mai 2014 ;

VU le rapport en date du 20 juin 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que la société RHÔNE ENVIRONNEMENT exploite dans son établissement de SAINT GENIS LAVAL des installations de transit, regroupement, tri et traitement de déchets non dangereux qui relevait du régime de la de la déclaration au titre des anciennes rubriques 167-a, 322-A, 2260 et 1530 ;

CONSIDERANT que le décret du 13 avril 2010 sus-visé a porté création notamment de la rubrique 2791-1 relative aux installations de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 et 2716-2 relative aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 ;

CONSIDERANT par ailleurs que le décret du 13 avril 2010 sus-visé soumet notamment au régime de l'autorisation l'activité de broyage concassage, criblage de substances végétales (2791-1) ;

CONSIDERANT que, compte-tenu du volume de déchets broyé par la société RHÔNE ENVIRONNEMENT, l'installation de transit, regroupement, tri et traitement de déchets non dangereux relève désormais du régime de l'autorisation ;

CONSIDERANT que les activités exercées par la société RHÔNE ENVIRONNEMENT ont été régulièrement mis en service avant le 14 avril 2010, date de publication du décret du 13 avril 2010 précité ;

CONSIDERANT donc que la société RHÔNE ENVIRONNEMENT répond aux conditions prévues à l'article L 513-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il y a lieu, sans qu'il soit besoin de recourir à la procédure prévue à l'article R512-31 du code de l'environnement d'actualiser la liste des installations classées autorisées ou déclarées exploitées dans l'enceinte de l'établissement ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

Article 1er

La société RHÔNE ENVIRONNEMENT est autorisée à poursuivre, dans son établissement situé 99, route de Brignais – CD 42 – 69230 SAINT GENIS LMAVAL, l'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement mentionnée dans le tableau suivant ;

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacités	Régime (1)
2791-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant 1. Supérieure ou égale à 10t/j	Broyage de déchets verts : 23 tonnes/jour	A

2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	Volume supérieur à 200 m ³	D
2515-2-b	Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. La puissance installée des installations étant b) supérieure à 40 KW, mais inférieure ou égale à 350 KW.	Puissance installée des installations : 190 KW	D
2710-2-c	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : c) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	Volume des déchets susceptible d'être présent dans l'installation : 120 m ³	DC
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	Le volume de déchets verts susceptible d'être présent dans l'installation étant de 550 m ³	DC

1. : Cls. = Classement : A = autorisation, DC = déclaration avec contrôle périodique, D = déclaration, NC = non classée

ARTICLE 2

1. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie et à la direction départementale de la protection des populations - service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant conjointement à l'extrait de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 1998 modifié.

ARTICLE 3

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

ARTICLE 4

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

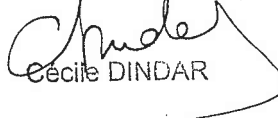
- au maire de SAINTE-CONSORCE, chargé de l'affichage prescrit à l'article 2 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le

30 JUIL. 2014

Le Préfet,

La Secrétaire Générale Adjointe


Cécile DINDAR